

M. le Président,

Permettez-moi d'abord de vous féliciter de votre nomination au poste de président de cette très importante conférence internationale. Je vous offre mon appui et j'espère que vos efforts seront couronnés de succès.

Nous ne discutons pas d'un problème théorique. Il y a dix jours, j'étais au Mozambique où j'ai rencontré des Canadiens travaillant dans des cliniques opérant sous les auspices d'organisations non-gouvernementales et oeuvrant à divers autres projets. Chaque jour, ils travaillent sur des projets de développement extrêmement valables, mais qui sont menacés d'être anéantis ou attaqués. Je ne suis pas ici pour dire que les armes sont la cause de ce conflit, mais lorsqu'une clinique devient une cible, les armes sont alors l'ennemi du développement.

La réussite de cette conférence dépendra de ce que nous ferons et non pas de ce que nous dirons. Il y a eu assez de discussions en ce qui concerne les répercussions néfastes des armes et le besoin de développement. Ce que nous devons chercher à réaliser ici, c'est la coopération pratique et non pas la récrimination mutuelle. Les travaux préparatoires aux réunions ont été encourageants, mais cette atmosphère doit être entretenue si nous voulons assurer le principe selon lequel on devrait dépenser moins d'argent pour l'armement et davantage pour le développement, principe que le Canada croit partager avec tous les participants. La question pertinente consiste à savoir de quelle façon nous devons progresser et non pas qui nous devons critiquer.

Notre intention consiste à améliorer la sécurité réelle des nations en particulier et du monde dans son ensemble. Tout progrès apporté au développement et au désarmement représentera une contribution appréciable à la sécurité réelle, mais la relation entre les deux n'est pas simple. Cette conférence se révélera utile dans la mesure où elle cherchera à voir plus loin que l'assertion selon laquelle il suffit de transférer au développement les fonds destinés à l'armement pour trouver une solution aux problèmes actuels. Nous devons comprendre qu'il n'y a pas de raison de croire que les gouvernements consentiront à transférer les sommes investies pour ce qu'ils considèrent la sécurité au profit du développement. Si nous sommes sérieux, nous devons reconnaître que les efforts de désarmement se mesurent en fonction du niveau de sécurité